Premier motif:—L'action principale au montant de \$19.60, maintenue par la premier juge (Pouliot, J.), a été instituée à la Cour de circuit (non-appelable) pour services personnels rendus au défendeur. Le défendeur a répondu par une demande reconventionnelle par laquelle il réclame des dommages au montant de \$101.50 lui résultant de la même source que l'action principale. Cette demande reconventionnelle par laquelle il réclame des dommages au montant de \$101.50 et toute la procédure sur icelle ont été faites dans la cause non-appelable et sous le numéro de cette cause. C'était une illégalité incontestable car la Cour de circuit (non-appelable) n'avait pas de juridiction dans une matière au-dessous de \$100 et les parties ne pouvaient, même de consentement, donner juridiction à la cour. Si, comme l'ont prétendu quelques-uns, une demande reconventionnelle de plus de \$100, produite dans une cause de moins de \$100., devient une procédure de la Cour de circuit (non-appelable), elle doit être traitée comme telle à toutes fins que de droit.

Le défendeur reconventionnel n'a pas produit d'exception déclinatoire comme il aurait pu et du le faire.

La demande principale et la demande reconventionnelle ont toutes deux été inscrites en même temps pour enquête et mérite dans la cause non-appelable, sous le numéro de cette cause.

La Cour de circuit (non-appelable) ne pouvait pas prendre connaissance de cette demande reconventionnelle et ne pouvait pas non plus la renvoyer d'office devant un tribunal compétent, aux termes de l'article 171, pour deux raisons: 1o. parce que la demande reconventionnelle découlant des mêmes causes que celle de l'action principale n'en était pas distincte et n'en pouvait être séparée (217 C. P.); 2o. parce que la Cour de circuit (appelable) ne pouvait être saisie de la demande reconventionnelle in-

15.

peut
ant
lespas
con-
unal
r la
ente,con-
srit,
s no-
tout

uliot,

aisons

a cet-
s par
ntion